

Développement économique

M. Gray: Notre programme concernant la société Chrysler permet la restructuration de la septième société du Canada par ordre d'importance, restructuration qui l'aidera à fonctionner d'une façon beaucoup plus compatible avec les objectifs industriels du Canada en matière d'achat de pièces et aussi dans le domaine de la recherche et du développement.

Nous avons également commencé à mettre en œuvre un programme national qui touche l'industrie électronique, notamment en créant un fond spécial de l'électronique qui a pour but de faciliter l'expansion dans notre pays d'une industrie électronique déjà très prospère. Nous mettons actuellement en œuvre une nouvelle stratégie nationale de l'emploi qui vise à permettre la réalisation des aspirations légitimes des gens qui désirent se trouver des emplois plus spécialisés et à répondre aux exigences nouvelles que la main-d'œuvre devra satisfaire dans les secteurs à croissance rapide. Ce sont également des exemples de l'engagement que le gouvernement libéral a pris de travailler fort pour que les Canadiens bénéficient de la croissance, d'une plus grande compétitivité au niveau international, de la création d'un plus grand nombre d'emplois et d'une amélioration du bien-être économique.

Ces mesures démontrent aussi éloquemment à la population du Canada qu'à la différence du gouvernement conservateur qui nous a précédé, le gouvernement actuel a adopté une attitude active face au développement économique national. Autrement dit, nous ne jouons pas le rôle d'observateur passif du développement industriel du Canada, mais celui de participant actif.

Des voix: Bravo!

M. Huntington: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. C'est la première fois que je prends la parole, mais je dois demander au ministre, par votre entremise, monsieur l'Orateur, de ne pas induire délibérément la Chambre en erreur, car c'est ce qu'il est en train de faire. Parmi les programmes dont il a parlé ici aujourd'hui comme s'il s'agissait de programmes libéraux, il n'y en a pas un qui n'était pas...

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre. Si le député peut citer des faits qui démontrent que le ministre induit la Chambre en erreur, il devrait peut-être le présenter, mais il ne devrait pas accuser sans preuve comme il est en train de le faire.

M. Huntington: Monsieur l'Orateur, à propos du même rappel au Règlement, on ne trouve pas un seul programme dont le ministre s'attribue le mérite comme s'il s'agissait d'un programme libéral...

Une voix: Règlement.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre. Les députés ne peuvent pas être tous du même avis. Je suis sûr qu'ils aimeraient tous discuter de cette question. Néanmoins, je dois dire au député que son tour viendra mais que, pour l'instant, la parole est au ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray).

M. Gray: Monsieur l'Orateur, à en juger par tout l'intérêt manifesté ici et ce que le député vient de dire, de toute évidence, la vérité blesse.

Des voix: Bravo!

Une voix: C'est pour cela que vous avez les mains dans les poches.

M. Gray: La déclaration concernant l'adoption d'un nouvel avion de combat et les retombées industrielles que cela apporterait est, en effet, postérieure au changement de gouvernement. J'ai joué un rôle dans cette affaire. C'est moi qui ai pris cette décision. Ce n'est pas mon honorable ami. C'est le gouvernement actuel qui a décidé d'accorder des garanties à Chrysler et c'est moi qui l'ai annoncé le 10 mai. Ce n'est pas le gouvernement précédent. Il a tergiversé pendant cinq mois, risquant de compromettre des emplois. Le programme électronique a été annoncé par l'ancien gouvernement libéral et le gouvernement conservateur, mais il a été mis en œuvre uniquement quand le gouvernement libéral actuel a été au pouvoir.

M. Huntington: Ce n'est pas vrai, Herb. C'est faux.

Une voix: Écoutez et instruisez-vous.

M. Gray: J'en ai donné la preuve. Je le répète, le gouvernement actuel adopte une attitude énergique. Nous ne sommes pas des témoins passifs du développement industriel du Canada. Nous y contribuons activement. Et le 18 février, nous avons été élus pour continuer à jouer ce rôle. Le gouvernement du Canada continue à suivre cette politique pour gérer et développer l'économie et continuera à la suivre dans l'intérêt de tous les Canadiens.

Une voix: Où est le budget?

M. Gray: Je n'ai guère besoin de rappeler aux députés qu'au cours des neuf mois qui ont suivi les élections de mai 1979, lorsque l'opposition officielle était au pouvoir, elle s'est bien gardée, du moins à mes yeux, de jouer un rôle actif dans l'économie. En fait, elle semblait pratiquement incapable de la moindre action. Mais surtout, le gouvernement s'est gardé de toute contribution directe à l'avenir économique du Canada.

Par exemple, le gouvernement avait l'intention, s'il en avait eu l'occasion, de vendre Petro-Canada et d'éliminer ainsi le puissant instrument dont disposaient le gouvernement et les Canadiens pour assurer le développement du secteur pétrolier, un de nos secteurs économiques les plus importants.

De même, à cause des conservateurs, le gouvernement aurait perdu la position qu'il occupe, car grâce aux mesures prises par des gouvernements libéraux précédents, nous pouvons aider efficacement l'industrie aérospatiale parce que nous sommes propriétaires de Havilland et de Canadair, de même que l'industrie nucléaire par l'entremise d'Eldorado Nuclear, ainsi qu'un certain nombre d'autres secteurs importants d'activité économique.

Des voix: Bravo!

M. Gray: Je peux maintenant conclure. Le député là-bas affirme qu'ils n'ont pas perdu de temps, qu'ils ont tout accompli. L'autre député a essayé d'intervenir pour dire que je parle de choses qui ne concernent pas le gouvernement. De toute évidence, ils ne cherchaient pas à faire quoi que ce soit dans ces domaines pour les Canadiens.